

la communauté des nations britanniques. Le mot «Dominion», ayant une consonance coloniale, dénote l'idée de domination. Or, nous ne voulons dominer personne et nous ne voulons, non plus, être dominés par personne.

Nous aurons ainsi l'occasion d'exprimer, en tant que citoyens d'une nation libre et indépendante, la fierté que nous avons d'être Canadiens et de le proclamer par tous les moyens possibles. Les symboles ont une certaine importance quant à la manifestation de cette fierté nationale. Comme on l'a déjà dit, nous, Canadiens, sommes souvent timides quand il s'agit de manifester notre fierté nationale.

Le gouvernement canadien a fait des pas en ce sens en adoptant un drapeau national. J'espère que l'hymne national pourra bientôt être adopté officiellement et que l'établissement de la fête du Canada nous donnera une autre occasion de manifester notre fierté nationale.

Les symboles ont une certaine valeur et je suis heureux de constater que la Chambre semble vouloir collaborer en déclarant que le 1^{er} juillet sera «la fête du Canada». J'espère que la Chambre y consentira.

[Traduction]

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je prends un très grand plaisir à participer à l'heure des mesures d'initiative parlementaire et je félicite les députés qui ont assez d'initiative et d'intérêt pour présenter des mesures. En l'occurrence, cependant, cette mesure prouve, à mon avis, que l'on ne peut pas toujours établir un parallèle entre une amélioration et un progrès. J'ai écouté avec intérêt le dernier orateur dire que nous n'étions plus une colonie. Il a tout à fait raison. Il importe de se rappeler alors que notre pays s'acheminait d'un état de sujétion et de domination à celui d'une nation à part entière, comme l'a écrit un grand historien, d'une colonie il devenait une nation. Le changement de nom—de fête du Dominion à fête du Canada—ne suffira pas j'en suis sûr à enrichir la célébration. Il faut se rappeler ce que nous célébrons le 1^{er} juillet. Je ne suis pas de ceux qui croient que l'on doit reporter les fêtes d'un lundi à un autre. Je serais embarrassé qu'on célèbre notre fête nationale le 4 juillet.

• (5.30 p.m.)

A mon avis, on devrait célébrer la fête à une date précise plutôt que d'essayer de l'accoler commodément à une fin de semaine. Dans chaque pays une fête nationale rappelle une époque de grandes réalisations. Dans certains pays c'était un épisode révolutionnaire, la prise de la Bastille ou la signature de la

[M. Forest.]

déclaration de l'Indépendance. Dans l'histoire du Canada, le grand moment qui traduit son caractère unique parmi les nations, c'est assurément lorsque notre pays a accédé à l'état de nation par des moyens pacifiques, par l'union de différentes collectivités. Or comme elles se sont réunies dans la ville que j'ai l'honneur de représenter, je suis farouchement attaché à l'idée qu'en 1867 un nouveau pays a été créé et qu'il ne s'appelait pas le Canada. Des provinces auparavant portaient le nom de Canada. Mais la nouvelle entité était une nouvelle société politique qu'on a appelée le Dominion du Canada.

Cette contribution de notre part au domaine politique était unique en soi, et c'est une chose dont aucun historien n'a à rougir. Les Pères de la Confédération étaient des fondateurs dans toute l'acception du mot, des hommes prévoyants et capables d'arriver à une solution, des hommes de génie sur le plan politique. C'est là le jour que nous célébrons, le jour où un nouveau pays s'est constitué. C'est un mot typiquement canadien, le genre de choses auxquelles nous visons constamment. La servilité n'a rien à voir là-dedans. L'idée en est venue, nous dit-on, à l'un des chefs des Maritimes, qui était naturellement l'un des hommes les plus religieux de la conférence de Londres, et qui s'est inspiré de ce passage du psaume 72: «Il dominera de la mer à la mer, du Fleuve jusqu'aux bouts de la terre.»

Notre devise se lit ainsi en latin: «*A mari usque ad mare*». Le Canada a pris naissance à Charlottetown, dans la ville de Québec, puis à Westminster. Nous avons élargi nos institutions, mais toujours dans le cadre créé en 1864 et complété en 1867, la structure du «dominion». C'est de cette façon qu'a progressé la nation.

Je prie les députés d'examiner le statut de Westminster que nous célébrons en hissant le drapeau le 11 décembre. Nous pouvons ainsi voir que les «dominions» n'étaient pas des colonies, mais des États autonomes, et c'est précisément ce «dominion» qui a abouti à une évolution pacifique, de la servilité coloniale au titre de nation véritable. Robert Borden n'a pas été obligé de renoncer au mot «dominion» pour exercer ses fonctions dans un pays qui était pleinement indépendant et reconnu à la Société des nations et dans toutes les chancelleries du monde comme un État libre.

Je ne dis pas cela pour critiquer les motifs qui ont inspiré le parrain du bill—c'est un homme pour qui j'ai la plus grande estime—mais j'y vois un des signes des temps modernes selon lesquels tout changement est un progrès.